Nous ne pouvons plus garder le silence sur les violences policières à l'égard de notre jeunesse

Le Soir – collectif de signataires - 25/10/2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.lesoir.be/778943/article/2026-10-25/nous-ne-pouvons-plus-garder-le-silence-sur-les-violences-policieres-legard-de

Carte blanche.

Depuis des mois, nous observons une répétition troublante de comportements individuels et systématisés des forces de l'ordre de la zone de police Bruxelles-Ixelles à l'égard d'enfants et de familles ; à l'égard de notre jeunesse.

Ces critiques ont émergé lors de diverses mobilisations organisées à Bruxelles ces dernières années. Elles ont resurgi au lendemain du vote, le 5 juin 2026, du décret-programme de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les faits documentés lors de la manifestation du 9 octobre et les jours qui ont suivi s'inscrivent dans une continuité qui interroge les pratiques de maintien de l'ordre bien au-delà de ce seul épisode.

Dans le même temps, un discours sécuritaire, autoritaire et répressif de plus en plus décomplexé se fait sentir à l'égard des enfants, des élèves et de la jeunesse, qui nie leur vécu et prépare le terreau de répressions futures. Il n'est plus possible de ne pas réagir.

Violences policières indiscriminées à l'égard de mineurs

Ce vendredi 9 octobre, des milliers de jeunes sont venus exprimer leur colère à Bruxelles à l'occasion d'une manifestation syndicale. De nombreuses associations de la société civile y étaient aussi. Le comportement de la police auquel nous avons assisté, et les témoignages et vidéos qui ont ensuite déferlé sur les réseaux sociaux, nous ont horrifiés.

La police a utilisé de façon massive et indiscriminée du gaz lacrymogène et une pompe à eau pour harceler et disperser la fin du cortège place Fontainas, alors que tout y était calme. Elle a usé de pratiques similaires aux alentours de la gare du midi et de la gare centrale. Nous avons vu, et des dizaines de citoyens l'ont capturé dans des photos et vidéos, un jeune garçon saisi à la gorge qui levait les mains, apeuré, en criant n'avoir rien fait. Des femmes jetées au sol, dont une députée. Une voiture de police a foncé au milieu d'enfants terrorisés pour ne s'écarter qu'à la dernière seconde.

Certains d'entre nous ont porté secours à une préadolescente, emmenée à l'hôpital après s'être déboîté l'épaule en cherchant à fuir une charge de police. Chacun a pu voir passer la vidéo de ce jeune sous un pont, déjà à terre, que quatre ou cinq policiers entourent et rouent de coups de matraques – des coups et insultes qui se sont poursuivis dans le camion de

police. Ou celle de ce jeune déjà immobilisé à terre, à qui un policier enlève bonnet et lunettes pour l'asperger de gaz orange, à bout portant et à deux reprises.

À lire aussi Violences policières : détourner le regard n'est plus une option

Il s'agit de violences gratuites et indiscriminées ; certaines relevant de comportements individuels couverts par leurs pairs, d'autres manifestement d'une stratégie collective décidée. Jamais des enfants, des élèves, des adolescents – pas plus qu'aucune autre personne dans une société démocratique – ne devraient avoir à faire l'expérience d'une telle école de la vie… Et pourtant, ces violences ont eu lieu.

Dans les faits et les discours, un terreau répressif

Ces faits ne sont hélas pas isolés à la manifestation et aux mobilisations des jeunes de ces derniers jours. Il y a un an, *Le Soir* titrait « Face aux manifestants, une pluie de lacrymos : « On a dû aider un enfant de quatre ans pris dans les gaz . » Les 4 et 5 juin, de nombreuses organisations de jeunes ont dû organiser des accueils d'urgence pour prendre en charge médicalement et psychologiquement des élèves traumatisés par la répression policière qu'ils avaient subie. Ce lundi 12 octobre, de nouvelles vidéos ont montré un jeune traîné au sol, déjà immobilisé, mais roué de coups de matraque par un policier. Le Service Droit des Jeunes rapporte également de nouvelles allégations de violences le 12 et le 17, dont des coups ayant provoqué des blessures nécessitant une prise en charge hospitalière.

Des policiers sont en opération sans numéro d'intervention. Alors que les jeunes craignent de plus en plus le gazage indiscriminé, la police saisit le sérum physiologique, organise des nasses illégales, menotte des enfants avec des colsons et les laisse ainsi immobilisés au sol pendant des dizaines de minutes. L'usage disproportionné du gaz lacrymogène observé lors des dernières mobilisations contrevient aux droits de manifester et à l'intégrité des manifestants. Les autorités semblent ignorer les conséquences sur la santé de cette arme chimique, et en particulier sur les plus jeunes manifestants pour qui les effets néfastes des agents toxiques présents dans les gaz lacrymogènes sont amplifiés (1).

Il y a un an, *Le Soir* relevait déjà un accroissement de son utilisation « offensive » et citait une étude de l'Association française de Toxicologie-Chimie qui dénonçait des « effets néfastes évidents à plus ou moins long terme sur la santé et bien connus officiellement pour les militaires et les forces de police. » Plusieurs témoins ont fait état de profilage racial dans les interventions policières de ces derniers jours, ainsi que plusieurs victimes subissant des violences et insultes à caractère explicitement raciste.

À lire aussi Manifestations en France : « L'ordre par la matraque et le LBD n'a jamais constitué une société »

Les accusations de violences policières sont fréquentes dans les mouvements sociaux ; nous sommes là pour dire que nous les avons constatées au-delà de tout doute. Et que leur répétition ces derniers mois ne semble donner lieu à aucune prise en compte majeure, aucun recadrage politique. Au contraire, elle semble se désinhiber dans l'aveuglement de nos dirigeants, voire dans leur application à nier l'évidence.

En juin passé, le responsable politique de la police de Bruxelles-Ixelles, Philippe Close, affirmait : « Je n'accepterai pas de dire qu'il y a un problème structurel à la police de Bruxelles. » Ce 9 octobre, le ministre de l'Intérieur, Bernard Quintin, absolvait la police des accusations reposant sur elle en prétendant contre toutes les évidences que « les seuls et uniques coupables de violence sont ces casseurs. » Ce 19 octobre, le ministre de la Défense veut instaurer une gendarmerie 2.0, spécialement conçue pour réprimer les émeutes, au rang desquelles il semble ranger les manifestations. Et quelles ne sont pas les prises de parole récentes d'autorités aveugles aux droits fondamentaux les plus élémentaires, intimant à des jeunes de redevenir sages et de retourner en classe ?

Nous appelons à un sursaut politique

Notre prise de parole n'a pas pour but d'esquiver ou disculper les responsabilités des personnes qui décident de ne plus s'inscrire dans des modes de contestation pacifiques. Mais elle rappelle que le monopole de la force et la violence légitimes conféré à la police l'oblige au plus grand des devoirs d'exemplarité. Or, la police que nous avons vue en action nous fait honte, elle nous fait peur, elle semble hors de contrôle.

À lire aussi « Pourquoi n'y a-t-il pas de numéro sur le dos des uniformes des policiers lors des manifestations ? »

Monsieur Quintin, Monsieur Close, c'est à vous que nous nous adressons. Oui, permettre un encadrement des manifestations est une nécessité. Mais quelles instructions de gestion des manifestations des jeunes ont-elles été données ? Et qui est aujourd'hui là pour recadrer une police qui dérape ?

Des mesures concrètes sont possibles, et nécessaires. Parmi d'autres, la Ligue des droits humains vous a déjà adressé de nombreuses recommandations et propositions pour protéger le droit de filmer la police, permettre l'identification des auteurs, restreindre l'usage des lacrymogènes, conduire les enquêtes disciplinaires nécessaires et, plus largement, changer l'approche actuelle de l'encadrement des manifestations.

(1) « Health effects of tear gas exposure in children, infants, and fetuses », *Hong Kong Medical Journal* (2020).

***Signataires :** Sibylle Gioe, présidente de la Ligue des droits humains ; Selena Carbonero, secrétaire générale de l'ABVV – FGTB, témoin de récentes violences policières ; Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de l'ACV-CSC ; Logan Verhoeven, directeur du Comité des Elèves Francophones ; Madeleine Guyot, directrice générale de la Ligue des familles, témoin de récentes violences policières ; Solayman Laqdim, défenseur des droits de l'enfant ; Véronique de Thier, directrice de la Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel, témoin de récentes violences policières ; Bernard Hubien, secrétaire général de l'Union francophone des Associations de Parents de l'Enseignement catholique ; Lenaïk Dumont, présidente de la Fédération des Etudiant·e·s Francophones, témoin de récentes violences policières ; Pierre-Yves Rosset, directeur du Service Droit des Jeunes de Bruxelles, accompagnant des enfants et des jeunes faisant état de violences policières ; Aliou Balde Thierno, co-coordinateur de la JOC ; Nadia Achbany, directrice de la Fédération CIDJ ; Xavier Toussaint, président de la CSC-Enseignement, témoin de récentes violences policières ; Adrien Rosman, coordinateur communautaire du Setca-SEL, témoin de récentes violences policières ; Stéphane Piron, secrétaire fédéral Setca ; Eden Glejser et Marie D'Haese, coordinatrices de la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant ; Bernard Parmentier, président de la Fédération des Equipes SOS Enfants ; Mehdi Kassou,

directeur général de BelRefugees et témoin des récentes violences policières ; Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ), témoin de récentes violences policières ; Renaud Maes, sociologue, professeur à l'UMons, témoin de récentes violences policières.